

LE P'TIT NOIR - Bulletin du Forum Anarchiste

Numéro 4 - Janvier 2009

Bulletin autoproduit par les contributions volontaires des membres du forum anarchiste - ce bulletin étant édité sur un recto vous pouvez l'imprimer sur le verso de pages déjà écrites - Faites le tourner !

prix :0 euros



VIVE LA LUTTE DU PEUPLE GREC



pour en finir avec les crimes d'état :
REVOLUTION

SOCIALE ET LIBERTAIRE !

<http://forum.anarchiste.free.fr>

Sauf mention contraire, chaque article reflète l'avis de celui ou celle qui l'écrit

Sommaire du numéro 4

Appel de l'occupation de l'Université Polytechnique d'Athènes. Par des camarades en lutte

L'Islande en lutte contre le capital . Envoyé par Anarsonore

Démocratie directe .Par Minga

Il n'existe pas de solution à la crise . Par la Coordination des Groupes Anarchistes



EDITORIAL

Le forum anarchiste poursuit sa progression avec 248 membres inscrits au 22 décembre 08.

Le forum devient de plus en plus un centre d'échange et de rencontres pour les luttes et l'organisation du mouvement anarchiste et libertaire

-Soutien et manifestations au peuple grec toujours en lutte à ce jour .

-Soutien et manifestations pour la libération des deux inculpés de Tarnac toujours en prison sans aucune preuve

-Participation et soutien au mouvement dans l'éducation contre la réforme Darcos.

- Soutien aux travailleuses et travailleurs et a tous ceux qui subissent leur crise de plein fouet. Un calendrier vient d'être mis en place pour toutes les rencontres, rassemblements et manifestations qui font que le mouvement anarchiste et libertaire se renforce aussi bien en France qu'au niveau international.

Nous préparons la révolution sociale et libertaire

Santé et Anarchie !



**SOLIDARITE
AVEC
LA LUTTE
DU PEUPLE
GREC
!**

Le samedi Décembre 6, 2008, Alexandros Grigoropoulos, 15 ans, camarade, a été assassiné de sang-froid, avec une balle dans la poitrine par un flic dans le quartier Exarchia.

Contrairement aux affirmations de politiciens et de journalistes qui sont complices de l'assassinat, ce n'était pas un « incident isolé », mais une manifestation de la répression étatique qui systématiquement et de manière organisée cible ceux qui résistent, ceux qui se révoltent, les anarchistes et les antiautoritaires.

C'est le point culminant du terrorisme d'État qui s'est exprimé avec l'amélioration du rôle des mécanismes de répression, leur armement continu, l'augmentation du niveau de la violence utilisée, avec la doctrine de la "tolérance zéro", avec la diffamation des médias de propagande, qui incrimine ceux qui se battent contre l'autorité. Ce sont ces conditions qui préparent le terrain pour l'intensification de la répression, en essayant de créer un consensus social, puis l'armement par l'état des assassins en uniforme !

La violence exercée à l'égard des personnes dans le secteur social et de la lutte de classe est exemplaire en vue de la soumission, en tant que châtiment exemplaire, destinée à semer la peur. Il fait partie de l'ensemble de l'attaque de l'État et les patrons contre l'ensemble de la société, afin d'imposer des conditions plus strictes d'exploitation et d'oppression, de consolider le contrôle et la répression.

De l'école et les universités à l'esclavage entraînant avec la mort de centaines de travailleurs dans de soi-disant « accidents de travail » et à la pauvreté englobant un grand nombre de la population ... À partir du champs de mines dans les frontières, les pogroms et les meurtres des immigrants et des réfugiés aux nombreux "suicides" dans les prisons et les commissariats de police des coups de feu" de la police à la répression violente des résistances locales, la démocratie montre ses dents !

Dès le premier moment après le meurtre d'Alexandre, des manifestations spontanées et des émeutes ont éclaté au cour d'Athènes, l'École Polytechnique, le Conseil économique et les écoles de droit sont occupés et les attaques contre l'Etat capitaliste et les objectifs ont lieu dans différents quartiers et dans le centre ville. Manifestations, attaques et des affrontements éclatent à Thessalonique, Patras, Volos, Héraklion et La Canée en Crète, en Giannena, à Komotini et de nombreuses autres villes. À Athènes, dans la rue Patision - près de l'Ecole polytechnique et l'Ecole- économique des affrontements toute la nuit dernière. En dehors de l'Ecole polytechnique la police anti-émeute faire usage de balles en plastique.

L' ETAT TUE !





Le dimanche la 7e Décembre, des milliers de personnes en vue de démontrer le siège de la police à Athènes, en attaquant la police anti-émeute. Les affrontements de la propagation des tensions sans précédent dans les rues de la ville, jusqu'à tard dans la nuit. De nombreux manifestants sont blessés et un certain nombre d'entre eux sont arrêtés.

Nous continuons l'occupation de l'Ecole Polytechnique qui a débuté le samedi soir, la création d'un espace pour tous ceux qui luttent pour rassembler, et un accent plus permanent de la résistance dans la ville.

Dans les barricades, les occupations de l'université, les manifestations et les assemblées nous gardons vivante la mémoire d'Alexandre, mais aussi celle de Michalis Kaltezas et de tous les camarades qui ont été assassinés par l'État, pour le renforcement de la lutte pour un monde sans maîtres et des esclaves, sans police ni armées, sans prisons ni frontières.

Les balles des assassins en uniforme, les arrestations et les passages à tabac de manifestants, les gaz chimiques guerre lancée par les forces de police, non seulement ne parvient pas à imposer la peur et de silence, mais ils deviennent pour la population la raison de soulever le terrorisme d'État contre les cris de la lutte pour la liberté, à abandonner la peur et à répondre de plus en plus et de plus chaque jour dans les rues de la révolte.

Le terrorisme d'État ne doit pas passer !

Libération immédiate de tous les arrêtés dans les événements du samedi et du dimanche (7-8 décembre).

SOLIDARITE PARTOUT DANS LE MONDE



BERLIN



MACEDOINE



MEXIQUE



COREE

MAIS AUSSI DES MANIFESTATIONS DE SOLIDARITE SOUS TOUTES FORMES A PARIS , LONDRES, NEW YORK, MONTREAL, TOLEDE, TOULOUSE, BILBAO, CAROGNE, MILWAUKEE, BOSTON, WORCLAW, DIJON, KATOWITCHE, MONTPELLIER, SAINT- PETERSBOURG, LIMOGES, NANTES , GENEVE, BARCELONE, STOCKHOLM , KIEV, MOSCOU, CHICAGO,BERNE, LISBONNE, GRENADE, VIENNE, ANCONA, TURIN , ISMIR.....

L'ISLANDE EN LUTTE CONTRE LE CAPITAL

envoyé par Anarsonore

Depuis le début de l'hiver, l'Islande fait face à la crise économique. Les trois grandes banques d'affaires ont été nationalisées, faisant peser leurs dettes sur les épaules de la population. Les gens ont perdu l'épargne de toute une vie, les prêts ont augmenté et atteignent des taux considérables (et pourtant ils étaient déjà très élevés). Chaque jour du mois de novembre, 200 personnes ont perdu leur emploi et de plus en plus de gens sont confrontés à la menace de perdre leur logement.

Les gens se mettent en colère, certains d'entre eux souhaitent revenir à la "bonne vieille" prospérité, tandis que d'autres, espérons la majorité, se rendent compte du coût réel du capitalisme. De plus en plus de gens se dressent contre la corruption et exigent une nouvelle forme de société - la société de la justice. Mais chaque jour, le gouvernement actuel prouve que son objectif principal est de sauver son cul et ceux de leurs amis. Un prêt du Fonds Monétaire International (FMI) a été accordé, probablement par intérêt pour lui : la privatisation des systèmes sociaux comme la santé ou l'éducation, et la destruction écologique de l'Islande.

Manifestations hebdomadaires

Depuis plus de 2 mois les gens se réunissent chaque semaine dans un parc en face du parlement. Les premières protestations exigeaient que le gouvernement "brise le silence" concernant la situation actuelle. Les gens en avaient assez qu'on ne leur dise pas ce qui se passe et ce que le gouvernement comptait faire à ce sujet.

Mais très vite les gens ont réalisé qu'il ne suffisait pas de demander au gouvernement de prendre la parole, alors les protestations ont pris une autre tournure plus radicale : la démission du gouvernement et de nouvelles élections dès que possible. Le gouvernement a complètement ignoré ces exigences et les gens étaient de plus en plus en colère.

Les anarchistes et autres radicaux de gauche sont venus à la plupart des protestations, mais pas pour protester contre la situation économique, pas pour demander au gouvernement des solutions, pas pour demander de nouvelles élections, pas pour demander à un membre du gouvernement, du Parlement ou de toute autre institution officielle de faire quelque chose pour « résoudre » la crise à laquelle nous sommes actuellement confrontés, mais pour diffuser les idées anarchistes et anti-capitalistes dans la population, analyser les problèmes de l'autorité et du capitalisme ainsi qu'encourager la population islandaise à prendre des mesures directes contre les forces de corruption.



Des drapeaux de banque en feu et “pendaison” d’un capitaliste

Au cours d’une protestation devant le bureau du Premier ministre à la fin octobre, les drapeaux de deux banques islandaises ont été brûlés. Un groupe d’anarchistes, probablement le plus grand de l’histoire islandaise à ce jour, criait des slogans anarchistes, en soulignant le capitalisme comme le véritable problème. Jusque-là, le capitalisme semblait être un mot interdit parmi les manifestants. Les drapeaux en feu ont attiré l’intérêt des médias étrangers, par exemple CNN qui a montré l’évènement plusieurs fois dans la journée et la soirée. Un événement comme celui-ci n’avait pas eu lieu en Islande depuis longtemps.

Une semaine plus tard, une grande manifestation a défilé à travers le centre de Reykjavík, exigeant la démission du gouvernement. Les anarchistes, qui sont toujours plus nombreux et plus fort chaque semaine, se sont joint à la marche avec des banderoles, des drapeaux noirs, des tracts sur l’action directe et des slogans anarchistes. Alors que d’autres manifestants scandaient “dehors le gouvernement”, les anarchistes criaient “plus jamais de gouvernement !”

Lorsque la manifestation est arrivée dans le parc et que les discours hebdomadaires ont commencé, un groupe de personnes a escaladé un grand portique et pendu le mannequin d’un capitaliste. Là encore, les médias étrangers ont filmé la performance et l’ont diffusée dans le monde entier.

A quelques mètres du parc où ont eu lieu les protestations, un groupe de Food Not Bomb distribue de la nourriture tous les samedis depuis 8 ou 9 mois. Food Not Bomb a eu, c’est sûr, une influence sur la marche des Islandais, qui sont de plus en plus curieux et intéressés par des solutions alternatives aux problèmes du capitalisme.

Le gouvernement est un sale porc bon marché !

Au cours d’une protestation, le samedi 8

novembre, un anarchiste est monté sur le toit du parlement, où il a accroché le drapeau de Bónus, le supermarché le moins cher de l’Islande. Le message était clair car le drapeau est jaune avec un cochon rose dessus : “Le gouvernement est sale porc bon marché !” et contrairement à l’habitude des manifestants islandais, les gens ont célébré cet acte et ont chanté sur l’air du “gouvernement est un sale porc bon marché !”

Alors une centaine de manifestants ont entouré le parlement pour aider l’anarchiste à échapper à la police, qui en avait déjà arrêté un autre. Après un peu de lutte avec la police, les gens ont réussi à aider l’homme-au-drapeau (nom sous lequel il devenu connu par la suite) à descendre du toit et à éviter son arrestation plus d’une fois. On pouvait sentir un changement dans l’air.

Arrestation illégale

Moins d’une semaine plus tard, un vendredi soir, la police a arrêté l’homme-au-drapeau. Il était en visite d’étude au Parlement, organisée par son université, lorsque certains personnels du Parlement l’ont reconnu et appelé les porcs.



L'homme avait été arrêté deux ans plus tôt, pour une action écologiste, la campagne d'action directe Sauvons l'Islande, pour protester contre la construction d'un grand barrage, Kárahnjúkavirkjun, dans l'est des híglands. Pour cette action, il avait obtenu une condamnation et une amende, mais a refusé de payer l'amende et a insisté pour faire 18 jours de prison. Mais quatre jours après le début de son incarcération, il à été « jetés dehors » en raison du manque de place dans la prison.

Maintenant, la police déclare que l'homme devrait effectué les 14 jours restant de sa peine. Le fait est qu'il n'est pas autorisé de scinder une peine de cette manière, et l'homme est censé recevoir une notification au sujet de la fin de sa peine avec un préavis de moins de 3 semaines. Cela n'a pas été fait dans son cas.

La population déclara que la police avait fait cela spécialement dans le but d'écarté un militant susceptible de prendre part activement à la prochaine manifestation hebdomadaire. Ainsi, le lendemain, au cours de la protestation qui a réuni 10.000 personnes, une autre manifestation a été annoncé, cette fois en face du commissariat de police, un peu plus tard ce jour-là.

Émeutes au commissariat de police

500 personnes sont venues au commissariat et ont exigé que l'homme soit libéré. Au bout d'un moment puisque'aucun signe de libération n'émanait de la police, la tension est montée et des gens ont commencé à briser les fenêtres du commissariat. A la fin la porte du commissariat a été enfoncée. Un groupe de personnes est entré et a été accueilli avec des gaz lacrymogènes, sans même en avoir été averti.

La tension est encore montée d'un cran lorsque de la peinture rouge et des oeufs ont été projetés sur le bâtiment et la brigade anti-émeute qui le protégeait. Beaucoup de personnes ont été gazées, y compris la mère de l'homme-au-drapeau et des gamins de moins de 16 ans. Finalement, l'homme-au-drapeau a pu sortir de la prison grâce à une personne anonyme. Libéré, il a été acclamé comme un héros. Il a remercié la population pour son soutien, mais a encouragé les gens à utiliser leur énergie pour autre chose : une révolution !

Invasion de la Banque Centrale

Une semaine après les émeutes au commissariat, la manifestation hebdomadaire a été un peu plus calme. Les gens espéraient que quelque chose de grand se passerait le lundi suivant 1er décembre, jour d'indépendance de l'Islande.

D'habitude le 1er décembre est un jour non payé, mais deux ans auparavant le mouvement ouvrier réclama son dû. Ce 1er décembre les gens étaient encouragés à ne pas payer leurs factures, à ne pas se rendre au travail et à venir assister à un grand meeting sur une grande colline poche des locaux du gouvernement et de la Banque Centrale. Peu de discours ont été prononcés, la plupart avec des conneries nationalistes auquel les radicaux ont répondu avec un slogan : "Non au nationalisme - La solidarité internationale !"

Après que le meeting soit officiellement terminé, le bruit courrait qu'une action plus radicale allait avoir lieu. Soudain, un grand groupe de personnes s'est dirigé vers la Banque Centrale et s'est introduit par l'entrée principale.

L'entrée était bondée de gens criant et exigeant que Davíð Oddsson, le président de la Banque Centrale, et ancien premier ministre, démissionne. Peu de policiers gardait la deuxième entrée, mais les gens criaient en leur demandant quel était leur camp, en leur disant de se joindre à eux, et de les laisser entrer. Tout à coup, la police a cédé, les gens ont applaudi et sont entrés.

Encore des gaz lacrymogènes ?

La deuxième entrée était aussi bondée que la première, mais derrière les grandes portes en verre la brigade anti-émeute formait une chaîne d'environ 30 porcs, armés de boucliers, de matraques et de gaz lacrymogènes. Encore une fois, au lieu de dialoguer, les porcs ont commencé à agiter leurs aérosols, menaçant de les utiliser si les gens ne quittaient pas les lieux.

Les gens se mirent à frapper les portes, hurlant des slogans contre la Banque Centrale et la police. Après une série de menaces à la bombe lacrymogène, les gens ont décidé de s'asseoir paisiblement et ne pas se lever jusqu'à ce que Davíð Oddsson démissionne. L'action a duré plusieurs heures avec des pics de tension lorsque les

gens se mettaient debout, levant les mains pour montrer qu'ils n'étaient pas armés et défiaient la police de partir, d'ouvrir les portes et de les laisser aller chercher Oddsson.

Quand il devint clair qu'Oddsson avait déjà quitté le bâtiment, les manifestants firent une proposition à la police : la brigade anti-émeute quitte les lieux, et ensuite seulement ils partiraient. Environ 30 secondes plus tard, les porcs tournèrent les talons et les gens ont applaudi leur propre victoire.

Dans le parlement

Une semaine plus tard, lundi 8 décembre, trente personnes sont allées au parlement islandais, où le balcon est public, où l'on peut donc légalement s'asseoir, regarder et écouter ce qui s'y passe. Le groupe a déclaré que le parlement ne servait plus leur l'objectif, que le



Le groupe a déclaré que le parlement ne servait plus leur l'objectif, que le gouvernement devait démissionner immédiatement, et que les autres députés devaient utiliser leur temps pour quelque chose de plus constructif.

Seules deux personnes ont réussi à atteindre le balcon pour crier aux députés et aux ministres de quitter le bâtiment. Très vite, elles ont été brutalement attrapées par un agent de police, tandis que le reste du groupe resta coincé dans un escalier à l'intérieur du bâtiment. La session parlementaire a été retardée et tous les députés quittèrent la chambre.

Pendant ce temps, les manifestants ont été brutalement traités par les agents de sécurité et la police, qui arrêtèrent finalement 7 personnes, la plupart d'entre elles pour cambriolage. Mais, comme dit auparavant, le public est autorisé à pénétrer sur le balcon du Parlement.

Une réunion gouvernementale retardée par une chaîne humaine

Le lendemain matin, 30 personnes se sont rassemblées devant le bureau du Premier ministre où était censé avoir lieu une réunion gouvernementale. Les gens ont formé une chaîne humaine faisant le blocus des deux entrées du bâtiment. Quand les ministres ont commencé à se montrer, la police était déjà là et ont commencé à tenter de briser la chaîne. Les gens ont résisté avec détermination et le groupe a lu une déclaration.

Celle-ci dit que le but de l'action était de "d'éviter l'entrée des ministres dans le bâtiment et ainsi d'empêcher de nouveaux abus de pouvoir. L'Argent a pris le contrôle sur les droits de la population ; les autorités et leurs cliques ont manipulé les finances pour leurs propres intérêts. Cette manipulation n'a pas entraîné une société juste, un monde juste. Le temps de l'action est venu, car une société juste est non seulement possible, mais il est de notre devoir de lutter pour elle."

Avec l'aide de la police, tous les ministres sont entrés, mais ils ont entendu la déclaration et étaient sous pression de la part des médias. Ils n'étaient pas prêts pour les questions et s'y prenaient mal pour y répondre. La réunion gouvernementale a été retardée en raison de ces actions.

Deux personnes ont été arrêtés, l'une pour avoir dépassé une ligne de démarcation de la police et l'autre pour s'être assis devant de la voiture de police qui était sur le point de conduire le premier arrêté au commissariat. Plus de gens s'assirent sur la rue et il a fallu à la police un moment pour sortir de celle-ci. Ce n'est que lorsqu'un officier de police a donné l'ordre au conducteur de "foncer", que celui-ci s'exécuta et roula quasiment sur deux personnes.

L'un des plus grands journaux d'Islande, DV, a signalé le comportement brutal de la police. Le journaliste et le photographe ont tous deux été attaqués par la police pour cet article, ainsi que la remarque sur un policier frappant un manifestant au visage, alors qu'il réside dans la rue. La plupart des autres médias n'ont pas osé rapporter ce comportement brutal.

Un site Web de la gauche, Smugan, a publié au sujet d'un officier de police interrogé par les manifestants s'il aurait protégé Hitler. Sa réponse a été simple : "Oui, si tel avait été de mon devoir".

14 decembre 2008

DEMOCRATIE DIRECTE

Par Minga

La gauche est en crise. Ses stratégies sont pour l'instant inopérantes, voire contre-productives, comme le montrent sa disparition en Italie et l'union sacrée de la fausse gauche avec la vraie droite en Allemagne. Et si la crise de "la gauche" était elle aussi systémique, consubstantielle à la crise planétaire ?

Qu'est-ce que la gauche ?

Le terme est né en France, quand les opposants au féodalisme s'assirent à gauche et les conservateurs à droite de l'hémicycle. La principale revendication était l'abolition des privilèges de la noblesse et du clergé. Celle-ci fut votée par une assemblée majoritairement de droite, sous la pression de révoltes populaires dépassant les moyens de répression de l'époque, le 4 août 1789.

La gauche s'est définie par son opposition aux privilèges, et la droite par son attachement aux sauveurs suprêmes, aux césars et aux tribuns. L'étymologie fournit ainsi en axiome une définition "universelle" de la droite et de la gauche, sans ethnocentrisme ni chronocentrisme. Historiquement, le libéralisme philosophique n'est pas de droite, et une Nomenklatura n'est pas de gauche. Le clivage n'a rien de nouveau : la droite veut des hommes providentiels, des rois et des chefs, des délégués et des patrons, des guides et des führers, et leur concède bien volontiers les privilèges de leur éminence putative, et la gauche veut une réelle démocratie (Polis-tikès). Leurs corpus respectifs opposent deux modèles d'organisations : l'idéologie de droite est celle des pyramides hiérarchiques, et l'idéologie de gauche celle des organisations en réseaux.

Partis de gauche : pour aller où ?

Paradoxe, les "partis de gauche" ne sont pas organisés en réseaux, mais comme les partis de droite et les entreprises capitalistes, en pyramides ! Un "parti de gauche" en ce début de millénaire, c'est une entreprise qui vend un service : changer la société. Ses recettes sont constituées de contributions monétaires et bénévoles, et ses dépenses consistent en actions de lobbying politique. Son organisation est verticale, pyramidale. Elle comprend une dizaine d'échelons hiérarchiques basés le plus souvent sur des découpages administratifs successifs chapeautés de multiples instances de direction concentriques. Comme dans toutes les entreprises basées sur ce modèle typique du dix-neuvième siècle, l'information ne circule pas ou très mal, les outils sont inadaptés aux objectifs, le climat social est effroyable, et la productivité globale est affligeante.



Naturellement, en termes d'image et de crédibilité, un "parti de gauche" fonctionnant avec plus de hiérarchies internes réelles qu'une entreprise comme Google devient de plus en plus difficile à vendre à ses électeurs potentiels. Leur désaffection n'est donc pas liée à un tarissement de la demande mais à une inadéquation de l'offre, conduisant à une rentabilité négative de l'investissement militant global dans les principaux partis "de gauche" du marché : en quelques décennies, la part des revenus du travail dans le PIB a considérablement diminué au profit des revenus du capital.

Dans leurs formes actuelles, les organisations "de gauche" échouent à opposer à la globalisation du secteur mercantile une globalisation des alternatives démocratiques. Selon un sondage, plus de huit personnes sur dix pensent pourtant "que notre société est mauvaise, et doit changer". Mais comme la quasi-totalité de l'offre des partis, syndicats, et associations "de gauche" repose sur un modèle d'organisation de droite [1] que les entreprises capitalistes elles-mêmes n'adoptent plus en l'état, cette majorité ne concourt que de manière de plus en plus marginale à la demande résiduelle pour ce qui nous sert de gauche politique aujourd'hui.

La démocratie directe : un resizing

Le marketing ne peut enrayer une telle crise : des restructurations majeures s'imposent. Google a trois niveaux hiérarchiques, plus un quatrième qui décide : les actionnaires. Aux partis de gauche et aux entreprises avisées d'adopter un modèle encore plus productif en allant au bout du resizing [2] : aucun échelon hiérarchique. L'absence de hiérarchie ne vise pas seulement l'économie de dépenses improductives, voire contre-productives, mais aussi et surtout la meilleure capitalisation de l'intelligence collective. Un resizing complet équivaut au concept politique de démocratie directe [3].

Des tergiversations et des obstacles sont prévisibles, car les échelons hiérarchiques jouent un rôle conservateur bien connu des sociologues des organisations et désormais des électeurs. Les solutions sont connues elles aussi, pour l'essentiel, depuis des millénaires : éviter toute délégalation de pouvoir, user de tirages au sort, de mandats non renouvelables, impératifs, non cumulables, développer méthodes et outils horizontaux d'élaboration de textes collectifs et de prise de décisions (opérationnels même à plusieurs milliards), se doter d'instances exécutives, d'arbitrage, et de contre-pouvoirs indépendantes et à zéro niveaux hiérarchiques, ... et expérimenter tout ça et plus encore ici et maintenant.

Politiquement, quelques ersatz ont suffi à Royal pour court-circuiter l'éléphanterie du PS, à Obama pour doubler Hillary, ou à Besancenot pour passer en vedette américaine chez Drucker. La démocratie directe partout, au parti comme à l'entreprise, représente donc bien une énorme demande qui reste insatisfaite, reniée, édulcorée, sans cesse instrumentalisée et pourtant toujours masquée au débat public [4]. Voilà l'élément systémique de la crise d'une gauche qui s'étonne de demeurer politiquement minoritaire quand elle est sociologiquement ultra-majoritaire.

Bravitude participative ou démocratie directe ?

Associée peu ou prou au "monarchisme d'entreprise" consubstantiel des dogmes réactionnaires, la "démocratie" représentative devient invendable [5]. C'est pourquoi les mouvements de concentration, O.P.A., grandes alliances, et petits arrangements entre "partis de gauche" ne freinent guère leurs déclin. Quelques "bravitudes participatives" peuvent-elles suffire à racheter une gauche Canada-Dry noyée dans un verre de Vichy ?

Le remède à la crise des “partis de gauche” n’est-il pas plutôt d’y revenir ? (à gauche, au sens rappelé en introduction) 2002, 2005, 2007, toutes les grandes études de marché récentes le confirme : désormais, pour convaincre d’adhérer à leur concept d’entreprise, il ne suffit plus aux organisations de gauche de vendre sur catalogue une démocratie livrable au chant du coq le matin du grand soir. Elle doivent avoir le produit en stock, et le mettre en rayons [6].

Minga, 30 nov 2008

Notes

[1] “Le pouvoir politique, à proprement parler, est le pouvoir organisé d’une classe pour l’oppression d’une autre.” (Karl Marx - Le Manifeste du Parti Communiste - Il Prolétaires et communistes).

[2] Resizing : réorganisation d’une entreprise par la suppression des échelons hiérarchiques inutiles. A ne pas confondre avec le downsizing, qui est la réduction de la taille et/ou du périmètre d’activité pour augmenter la rentabilité financière de ce qui reste.

[3] Démocratie directe : c’est un pléonasme, car étymologiquement la démocratie est directe ou n’est pas.

[4] Sur les confiscations du débat démocratique, voir aussi “Critique de la démoscopie, du débat démocratique confisqué par son propre spectacle” (Yannis Youlountas, La gouttière, 2007), dont les principales pages sont lisibles sur : <http://www.youlountas.net>.

[5] Démocratie “représentative” : voir brochure “Sommes-nous en démocratie ?”, à télécharger sur <http://www.les-renseignements-generaux.org>.

[6] “Le média, c’est le message”, dit Mac Luhan. De la même façon (mais cela s’applique aux quatre pouvoirs définis par Tocqueville et non plus seulement au quatrième), “l’organisation, c’est le projet”. L’organisation et son projet perdent toute crédibilité lorsqu’ils se contredisent.



IL N'EXISTE PAS DE SOLUTION CAPITALISTE A LA CRISE

Amplifions les luttes sociales dès aujourd'hui Pour construire la société
égalitaire de demain !

par Coordination des Groupes Anarchistes

Depuis plus de 30 ans, le concept de crise (crise pétrolière de 73, Krach boursier de 87, crise du travail, des idéologies, de l'État-Providence, et aujourd'hui crise financière) est utilisé comme si celles-ci étaient provoquées par des forces invisibles qui agiraient hors du cadre, supposé harmonieux, du Capitalisme mondial. Pourtant, ces « crises » sont des phénomènes logiques inhérents au système capitaliste. Il s'agit de « crises d'adaptation » d'un système en mutation permanente, qui cherche à maintenir et accroître toujours plus le profit des classes dominantes. Elles permettent aux patrons de justifier les bas salaires, la précarité, les licenciements ou les délocalisations. Du côté des politiques, droite et gauche confondues, la crise est régulièrement utilisée pour faire apparaître tous les reculs sociaux comme quelque chose de nécessaire et d'inévitable. La crise financière actuelle n'est pas quelque chose de nouveau en soi car le système en a connu plusieurs. Elle choque pourtant par sa dimension mondiale et ses effets sociaux désastreux, au sein des pays les plus riches. Elle permet à chacun de voir clairement les effets de la spéculation boursière et du système capitaliste sur l'ensemble de la planète : en France, en Chine, aux USA... Des usines ferment et mettent au chômage des milliers de salariés (Renault, La Redoute...).



Hier l'Espagne

Demain le Monde

15,5 % de la population américaine n'a aucune couverture sociale. Des milliers de personnes sont expulsées de chez elles après que leur maison ait été saisie. La récession mondiale qui s'annonce va se traduire par une augmentation du chômage et un appauvrissement des couches de la population les plus en difficulté. L'Islande, l'Ukraine, le Pakistan ou encore la Hongrie, ont déjà demandé des prêts d'urgence au FMI, pour éviter la faillite. A cela s'ajoute une crise alimentaire globale, et son cortège de famines et de malnutrition, entraînée par le report des fonds spéculatifs sur le marché alimentaire, suite à la crise des subprimes.

La classe dominante organise le casse du siècle

Pour assurer le salaire moyen des 50 patrons français les plus riches, qui s'établit à 383000 euros par mois en 2007 (soit une augmentation de 20% par rapport à 2006), et qui représente 310 fois le SMIC, il faut rogner sur les salaires et les prestations sociales. Donc, pour répondre à la baisse sensible des profits, les premières mesures prises en France pour faire face à la crise sont la suppression définitive de la taxe professionnelle des entreprises, (impôt direct qui servait à financer une partie des recettes fiscales des collectivités territoriales), l'assouplissement des règles du CDD, le départ à la retraite à 70 ans « pour ceux qui le veulent », la suspension des cotisations patronales à l'UNEDIC (soit 1 milliard et demi d'euros), les recours aux contrats aidés et aux contrats de transition professionnelle, une future loi sur le travail le dimanche... Bref, une cascade de mesures aggravant d'un côté la flexibilité du travail et la précarité et facilitant, de l'autre, le profit patronal. Alors qu'il faudrait seulement 30 milliards de dollars par an pour assurer la sécurité alimentaire des quelques 923 millions de personnes qui souffrent de la faim dans le monde, l'État américain a déboursé 700 milliards de dollars pour sauver son système bancaire ! L'Europe a - elle - débloqué 1700 milliards d'euros pendant que la Chine y consacre près de 600 milliards de dollars. Quant à l'État français, qui - au nom de son endettement - supprime des milliers de postes de fonctionnaires, gèle les salaires et les allocations chômage, rallonge la durée de cotisation pour les retraites, dérembourse des actes médicaux et des médicaments, il a débloqué 360 milliards d'euros en quelques jours pour prêter aux banques en difficulté et aux spéculateurs ! Depuis, 100 milliards d'euros supplémentaires ont été alloués aux entreprises pour 2009-2010, sous forme notamment d'exonérations de cotisations sociales.

L'État au service du Capitalisme

Partout, les gouvernements ont décidé de faire payer la crise à celles et ceux qui travaillent, en organisant une redistribution historique des richesses au profit du grand capital. L'État, qui a souvent évoqué son impuissance face aux réalités économiques, montre qu'il peut tout à fait intervenir dans la gestion de l'économie quand les multinationales en ont besoin. Au cours de l'histoire, le Capitalisme a su s'adapter, passer d'une forme où le profit était dominé par la banque et le commerce, à une forme dominée par l'industrie et aujourd'hui par la finance. De même, le système capitaliste a pris plusieurs visages, de celui du libéralisme à celui de formes d'économies mixtes comme le fordisme jusqu'au Capitalisme d'État en URSS ou en Chine. L'État, loin d'avoir disparu, au contraire, toujours servi à légiférer pour assurer une pérennité à la classe dominante, dans la possession de ses privilèges, tout en ménageant les classes populaires quand il existait un risque trop élevé de révolte, comme au cours de la période des « trente glorieuses ». L'État a favorisé l'essor du Capitalisme financier international et favorise l'entraide pour les plus riches. Il ouvre le champ à leurs profits en privatisant les secteurs publics rentables, qui ont été financés par la population et à l'inverse, il efface et rachète leurs dettes en nationalisant ou en rendant publique les pertes des entreprises privées. Alors qu'il s'insurge habituellement contre les déficits publics, il n'hésite pas à s'endetter pour la France d'en haut, pour le système bancaire et boursier malgré son caractère parasitaire et destructif. Ce qui est vrai pour la France est vrai ailleurs.

Propagande pour rendre la réalité acceptable

Aujourd'hui, l'essentiel pour les dirigeants est de persuader les populations - par le biais des experts et en particulier les experts économiques - que le Capitalisme est le seul système viable. Rendre acceptable l'impasse dans laquelle nous projette ce système est l'objectif de leur communication. Cela leur est d'autant plus facile que depuis 40 ans, les classes populaires, autrefois représentées par le mouvement ouvrier, ont explosé en une myriade de statuts précaires, d'employés, d'intérimaires, d'ouvriers, de rmistes, etc. isolés et donc fragilisés face à la propagande étatique et médiatique. En agitant le spectre de la récession et de la pauvreté imminente, ils nous préparent à accepter le vol de l'argent public, le nôtre – celui de nos impôts, nos cotisations, nos épargnes – pour renflouer ceux-là même qui ont fabriqué la crise en jouant en Bourse et qui continuent à amasser des profits considérables grâce au subtil jeu de « yoyo » des cotations boursières ! Les patrons qui dissertent sur un code de gouvernance depuis plus de 10 ans déjà, pour « moraliser le Capitalisme » ne veulent, en réalité, pas de loi qui pourrait les contraindre. Pour eux, ils prônent la responsabilité plutôt que la contrainte : la liberté absolue pour eux, les lois liberticides pour la France d'en bas ! Pour peaufiner leur stratégie, les dirigeants insistent, avec la complicité des médias, sur les pourcentages de chômage chez les immigrés, sur des pseudo fraudes aux prestations sociales ou encore sur tel ou tel fait divers dramatique, afin de détourner notre attention, mais aussi la colère, vers les plus démunis d'entre nous. Tout est fait pour « diviser pour mieux régner » et briser tout cadre collectif, toute solidarité. Dans le même temps, la classe dirigeante met en place des outils d'intimidation et de répression qui lui permettront, le cas échéant, de faire face à une révolte sociale : lois sécuritaires, construction de « l'ennemi intérieur » en brandissant le spectre du « terrorisme », développement des fichiers et des effectifs de police, entraînement de l'armée à la guérilla urbaine...

Il n'y a pas de Capitalisme à visage humain !

Il n'y a pas de Capitalisme qui soit basé sur le bien être des gens. Par conséquent, il n'y a pas de solution capitaliste à la crise financière, puisque la dynamique de profit du système capitaliste implique nécessairement que l'enrichissement des uns entraîne l'appauvrissement proportionnel des autres ! Le Capitalisme et l'État sont les facettes d'un seul système qui perpétue les inégalités. Les filières de formation (ENA, IEP,...) conduisent la grande bourgeoisie à des postes de direction, qu'ils soient dans la fonction publique, dans les conseils d'administration des entreprises, ou dans les cabinets ministériels de droite ou de gauche. Il n'y a pas de coupure idéologique ni économique entre les grands corps d'État et les grands patrons : au sortir de ces « grandes écoles », les jeunes diplômés choisissent d'adhérer à tel ou tel parti, en fonction des possibilités d'avancement de carrière que ce parti leur offrira, là où ils vivent ! C'est la même classe qui détient le pouvoir politique et économique, et le système électoral participe de cette collusion. Au niveau local comme au niveau national, nous n'avons aucun contrôle possible sur les décisions qui se prennent, soi-disant en notre nom !

Se battre pour un autre système

Les défenseurs du libéralisme prétendent que la crise n'est pas due à l'élément systémique du Capitalisme - c'est-à-dire le profit - mais est provoquée par des banquiers et boursiers avides qui profitent du dysfonctionnement des marchés boursiers et des marchés des crédits, alors que les amoureux de l'étatisme (rouges, verts et/ou autres) assurent que la crise est due au néo-libéralisme et à la non-intervention de l'État dans l'économie mondiale et nationale. Mais, ni le Capitalisme fondé sur la recherche permanente du profit, au bénéfice d'une minorité ; ni l'État basé sur la protection des intérêts du Capital et sur la confiscation du pouvoir par une minorité, ne peuvent représenter une solution à la crise pour les travailleurs ou pour l'ensemble de la population. Pour ne pas être une nouvelle fois les dindons de la sinistre farce capitaliste, il faut d'abord refuser le hold-up permanent que le Capitalisme nous impose, et qu'il tente d'accroître pendant la crise. Dés aujourd'hui se battre pied à pied dans toutes les mobilisations sociales : contre la privatisation de La Poste, contre l'éducation au rabais du gouvernement, pour une protection sociale et une retraite décente... Mais aussi faire converger nos aspirations à la justice sociale vers un « lutter tous ensemble », en construisant un mouvement social de grande envergure, pour reprendre l'offensive face aux financiers, au patronat et à son bras armé, l'État. Mais, il faut aussi se donner des perspectives de changement de société pour rompre avec le Capitalisme et l'État, porteurs de crises et d'appauvrissement, faute de quoi pour l'immense majorité de la population, le Capitalisme restera un horizon indépassable, ce qui enfermera nos luttes dans le cadre de l'ordre établi, favorisera le statut-quo et facilitera la tâche de répression de l'État.

Des propositions anarchistes pour une alternative sociale

Nous proposons de construire ces perspectives au sein des mouvements sociaux pour qu'elles appartiennent à toutes et tous. Pour que la richesse que nous participons tous et toutes à produire ne soit plus accaparée par quelques uns, nous proposons la socialisation de l'ensemble de l'économie. Nous militons pour la répartition égalitaire des richesses, seul moyen de répondre, pour une société, à la satisfaction des besoins de toutes et tous. Pour établir et garantir cette égalité, il faut rompre avec la confiscation du pouvoir par une minorité, il faut rompre avec l'État. Il faut y substituer la participation du plus grand nombre aux prises de décisions. Nous proposons une économie socialisée et égalitaire gérée directement par les travailleurs et les usagers. Cela avec des structures fonctionnant sur la démocratie directe, pour permettre la participation de toutes et tous, sur des mandats révocables pour ne pas permettre que se reconstituent des privilèges et sur le fédéralisme pour construire des projets de grande ampleur. C'est à partir des mouvements sociaux que doit se construire la gestion directe de la société, de la production et de la distribution des biens et des services. C'est dès maintenant, au sein des luttes, que nous devons faire l'apprentissage de décider et gérer la conduite des mobilisations, pour demain prendre en charge collectivement la conduite de la société.

Le 10 décembre 2008 Coordination des Groupes Anarchistes



**LE POUVOIR EST MAUDIT,
VOILA POURQUOI
JE SUIS ANARCHISTE**

Louise Michel

